

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 04/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/07/2025

Contexte et constats

Publié sur 

ETABLISSEMENTS LAGUERRE

impasse du Quesnet
Z.I.
76800 Saint-Étienne-Du-Rouvray

Références : UDRD.2025.07.T.449
Code AIOT : 0005801487

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/07/2025 dans l'établissement ETABLISSEMENTS LAGUERRE implanté Impasse du Quesnet Z.I. 76800 Saint-Étienne-du-Rouvray. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre de l'action nationale "émulseurs PFAS" et suite à l'incident du 21 juin 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ETABLISSEMENTS LAGUERRE
- Impasse du Quesnet Z.I. 76800 Saint-Étienne-du-Rouvray
- Code AIOT : 0005801487
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société LAGUERRE, anciennement Etablissements LAGUERRE, détenue par la holding CLI Chimie développe et fabrique des produits chimiques pour l'industrie et le bâtiment (peintures, vernis, diluants, résines, encres liquides...). L'activité consiste principalement dans la formulation par mélange à froid de liquides et solides broyés. L'entreprise a été autorisée à exploiter des installations de stockage de liquides inflammables par arrêté préfectoral du 18 octobre 1982. De par l'évolution de la nomenclature ICPE, les installations de stockage de liquides inflammables de l'établissement sont désormais classées à enregistrement au titre de la rubrique 4331 mais l'établissement reste régi par les dispositions d'un arrêté d'autorisation.

Contexte de l'inspection :

- Accident
- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PFAS mousses
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative du site	Code de l'environnement du 23/07/2025, article L181-14	Demande d'action corrective	6 mois
3	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9-II	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Stratégie de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 05/07/2022, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
5	Etude de dangers	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article annexe XI	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
7	Interdiction à venir du PFOA (acide perfluorooctanoïque)	Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
8	Compartmentage de la rétention du parc extérieur D	Arrêté Préfectoral du 05/07/2022, article 7	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Retour d'expérience suite au départ de feu du 23 juin 2025	Code de l'environnement du 23/07/2025, article R.512-69	Sans objet
6	Moyens de défense incendie	Arrêté Préfectoral du 05/07/2022, article 5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'établissement LAGUERRE a connu un départ de feu le 21 juin 2025 ayant pour origine une poubelle non vidée (information reçue à la dreal par le SIRACED-PC). Les actions correctives décrites dans le rapport d'incident transmis à l'inspection des installations classées ont été mises en œuvre et il appartient désormais à l'exploitant de poursuivre l'application des mesures prises pour vider les poubelles en fin de journée. Suite à cet évènement, un exercice incendie avec le SDIS est programmé dans les prochaines semaines.

L'exploitant par ailleurs a télédéclaré depuis 2022 plusieurs activités soumises à déclaration au titre des rubriques 4421-2, 4130-2, 2260 de la nomenclature des installations classées ; il a aussi fait part au cours de la visite de plusieurs modifications sur le site comme l'aménagement de nouveaux broyeurs près du parc J. Ces différents changements nécessitent de faire l'objet d'un porter à connaissance afin d'évaluer leurs impacts sur les inconvénients et dangers connus du site. En conséquence il est attendu un porter à connaissance reprenant l'ensemble des modifications dans un délai de six mois. Il sera alors évalué la nécessité de réviser les dispositions réglementaires s'appliquant au site dans le cadre d'une refonte globale compte tenu des diverses évolutions intervenues sur le site et les évolutions réglementaires.

Ensuite, il a été vérifié que l'exploitant dispose des quantités d'émulseurs requises, sans PFAS, conformément à l'arrêté préfectoral complémentaire du 5 juillet 2022. Les émulseurs contenant des PFOA, interdits depuis le 1^{er} juillet 2025 sont en attente de destruction dans des locaux fermés. Il est attendu que ces émulseurs soient stockés sur des rétentions individuelles et non sur la rétention du site.

Par contre le jour de la visite, les dispositions relatives au stockage des produits inflammables dans le parc D à l'opposé des limites de propriété n'étaient pas respectées. Des actions correctives ont été prises par l'exploitant dans les jours suivants, évitant la proposition de suite à son encontre. Il appartient à l'exploitant de prendre toutes les mesures organisationnelles pour respecter les conditions de stockage et ce, durablement dans le temps.

A l'issue de la visite, d'autres observations dont le détail figure dans les constats ci-dessous sont formulées à l'exploitant, pour lesquelles des justificatifs sont attendus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative du site

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 23/07/2025, article L181-14
Thème(s) : Situation administrative, Modifications listées sur le site
Prescription contrôlée : En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32. L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.
Constats :

L'exploitant, en préambule, a fait part des dernières évolutions sur le site depuis la dernière visite d'inspection de 2022 :

- changement de nom d'établissement et de numéro de SIRET suite à une fusion, LAGUERRE Encres et non Établissements LAGUERRE,
- activité de stockage de butyl glycol devenue ICPE soumise à déclaration au titre de la rubrique 4130, télédéclarée le 9 août 2024,
- remplacement de deux cuves semi-enterrées avec réfection des rétentions,
- renouvellement du parc machines (disperseur, mélangeurs) par du matériel énergétiquement plus performant,
- nouveau pont bascule,
- démantèlement d'une toiture amiantée,
- aménagement de nouveaux broyeurs,
- équipement de toutes les cuves de sondes de niveau.

Par ailleurs, l'exploitant souligne qu'il n'a pas été repris dans le courrier de la DREAL en date du 23 août 2024 la rubrique 4421-2 télédéclarée le 4 août 2022 et la quantité associée à la rubrique 2640 est de 2 tonnes par jour et non 2 tonnes par an.

Compte tenu de ces différents changements, il est nécessaire de constituer un dossier de porter à connaissance détaillant les évolutions afin d'évaluer leur impact sur la sécurité et l'environnement.

Depuis la date de visite, l'exploitant a télédéclaré l'activité de broyage de pigments au titre de la rubrique 2260-1-b et a renvoyé la table d'activités du site.

Or, compte tenu de l'antériorité du site, l'établissement est soumis à autorisation. A ce titre, l'article R181-46 s'applique et les modifications notables apportées aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doivent être portées à la connaissance du préfet, avec tous les éléments d'appréciation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre dans un délai de six mois un dossier de porter à connaissance reprenant les modifications sur le site depuis le mois de juillet 2022, date du dernier arrêté préfectoral.

Le dossier comprendra :

- le nom exact et le numéro de SIRET de l'établissement exploitant les installations ICPE,
- la table d'activités ICPE du site mise à jour,
- pour chaque nouvelle rubrique télédéclarée, le positionnement des installations par rapport aux dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales (APMG) relatifs à ces rubriques. En cas de non respect d'un article, formaliser les éventuelles demandes d'adaptation et les dispositions compensatoires retenues en contrepartie,
- les impacts des modifications sur l'environnement (air, eau, bruit, poussières...),
- la mise à jour de l'étude de dangers si les conditions de stockage de produits inflammables ou combustibles ont évolué.

L'exploitant confirmera s'il souhaite conserver le bénéfice de l'antériorité de l'autorisation accordée par les arrêtés préfectoraux du 18 octobre 1982 et suivants.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Retour d'expérience suite au départ de feu du 23 juin 2025

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 23/07/2025, article R.512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'incident
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite à la transmission du rapport d'incident relatif au départ de feu survenu dans la nuit du samedi 21 juin 2025 au dimanche, l'exploitant a précisé les actions prises dans le cadre du retour d'expérience.</p> <p>L'incident a pour origine d'importantes fumées qui se dégageaient d'une poubelle dans l'atelier principal, déclenchant l'alarme incendie. Il se trouve qu'aucune matière combustible ne se trouvait à proximité, expliquant l'absence de propagation du feu. Au programme du vendredi après-midi avant l'incident, la dernière production de la semaine comprenait l'utilisation d'huile de lin, réputée non inflammable mais pouvant prendre feu après oxydation. Il est suspecté qu'un chiffon imbibé d'huile de lin se trouvait dans la poubelle et qu'avec les températures élevées du week-end, une combustion lente ait démarré.</p> <p>L'exploitant a pris des dispositions pour éviter un nouvel incident, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la localisation matérialisée au sol des poubelles métalliques (anciens fûts), numérotées, munies de couvercle, placées dans des zones non susceptibles d'être exposées aux rayons du soleil rasant. • le vidage des poubelles chaque soir dans la benne à déchets, elle même repositionnée dans un endroit adapté. • le renforcement des rondes de sécurité la nuit. <p>Il a été observé dans l'atelier plusieurs poubelles ainsi matérialisées avec une étiquette de consigne apposée dessus. L'exploitant a bien pris des mesures pour éviter un incident similaire et doit veiller à ce que la procédure sur la gestion des poubelles soit respectée.</p>

N° 3 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9-II

Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées

Prescription contrôlée :

II- L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;

2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses ainsi que pour les liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Les dispositions du présent point II sont applicables à compter du 1er janvier 2023.

Constats :

L'exploitant a présenté le tableur lui permettant de mettre à jour quotidiennement l'état des stocks. Un premier onglet est d'abord alimenté par le progiciel de gestion intégré de l'établissement, avec toutes les quantités stockées à la date du jour (informations sur l'emplacement, le produit, la quantité). Un deuxième onglet liste toutes les matières susceptibles d'être présentes associées à la rubrique ICPE et aux mentions de dangers. Un troisième onglet synthétise les informations suivant les recommandations de France Chimie en sommant les quantités présentes par parc et par mention de dangers. Pour répondre aux besoins d'information de la population en cas de gestion de crise, les quantités sont aussi ventilées suivant une terminologie simple toxique / inflammable / explosible / comburant / écotoxique / combustible...

<p>L'état des stocks présente aussi la quantité de matières combustibles sans mention de dangers, en l'occurrence les emballages. Le détail sur les mentions de dangers des déchets est également présent.</p> <p>La présentation de l'état des stocks répond à la prescription réglementaire moyennant d'y joindre le plan des parcs de stockage.</p> <p>Après la visite, l'exploitant a transmis l'état des stocks en date du 24 juillet 2025. Après examen, il subsiste quelques questions sur les formules des sommes. La quantité totale indiquée pour la rubrique 4331 par exemple ne correspond pas à la somme des quantités indiquées dans les colonnes, parc par parc.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'intégrer dans le fichier état des stocks le plan des parcs de stockage et de s'assurer que les formules de calcul dans le tableau de synthèse ne comportent pas d'erreur. L'exploitant transmettra sous deux mois un exemple corrigé d'état des stocks.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 4 : Stratégie de lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2022, article 2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société élabore une stratégie de lutte contre l'incendie pour faire face aux incendies susceptibles de se produire dans ses stockages de liquides inflammables et combustibles, et pouvant porter atteinte, de façon directe ou indirecte, aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.</p> <p>Dans le cadre de cette stratégie, l'exploitant s'assure de la disponibilité des moyens nécessaires à l'extinction de scénarios de référence calculés au regard du plus défavorable de chacun des scénarios suivants pris individuellement, que ce soit en eau, en émulseurs, en moyens humains ou moyens de mise en œuvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> • feu du réservoir nécessitant les moyens les plus importants de par son diamètre et la nature du liquide inflammable stocké ; • feu dans la rétention, surface des réservoirs déduite, nécessitant les moyens les plus importants de par sa surface, son emplacement, son encombrement en équipements et la nature des liquides inflammables contenus. Afin de réduire les besoins en moyens incendie, il peut être fait appel à une stratégie de sous-rétentions ; • feu de récipients mobiles de liquides inflammables en stockage extérieur ; • feu de récipients mobiles de liquides et solides liquéfiables combustibles en stockage extérieur, à proximité de liquides inflammables ; • feu de récipients mobiles de liquides inflammables en stockage couvert ; • feu de récipients mobiles de liquides et solides liquéfiables combustibles en stockage

- couvert, à proximité de liquides inflammables ;
- feu d'équipements annexes aux stockages visés dont les effets, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005, sortent des limites du site ;
- feu d'engin de transport.

Cette stratégie est dimensionnée pour une extinction des incendies des scénarios de référence définis aux alinéas précédents en moins de trois heures après le départ de feu pour les stockages extérieurs, et dans un délai maximal après le départ de feu équivalent au degré de résistance au feu des murs séparatifs pour les stockages couverts.

Cette stratégie est formalisée dans un plan de défense incendie, intégrant :

- les procédures organisationnelles associées à la stratégie de lutte contre l'incendie,
- ainsi qu'un plan détaillant les moyens de défense incendie du site et les scénarii étudiés dans l'étude de dangers.

Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

Constats :

L'exploitant a présenté son plan de défense incendie en date du 31 mars 2020. Or, plusieurs modifications sont intervenues depuis cette date, comme le remplacement d'une partie des émulseurs, les noms des contacts qui ont évolué (même si le numéro de téléphone est toujours actuel, une des personnes à contacter n'est plus dans la société), la modification de procédure pour placer le site sur rétention par fermeture d'une vanne.

Il convient donc de mettre à jour ce plan de défense.

Par ailleurs, lors de la dernière visite d'inspection, il avait été demandé à l'exploitant d'organiser un exercice incendie avec le SDIS. Suite au départ de feu pour lequel les pompiers se sont déplacés, un exercice est programmé dans les prochaines semaines.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai de six mois, il est demandé à l'exploitant de transmettre le compte rendu de l'exercice incendie avec le SDIS et de transmettre une mise à jour du plan de défense incendie suite aux modifications relevées ci-dessus et éventuellement suite au retour d'expérience de l'exercice avec le SDIS.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Etude de dangers

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article annexe XI

Thème(s) : Risques accidentels, Effets thermiques > 8kW/m²

Prescription contrôlée :

I. Etude des effets thermiques

L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2024 une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/ m², à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôle périodique. Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, au dossier de déclaration. En ce qui concerne les stockages extérieurs de récipients mobiles, cette étude est réalisée :

- lorsque les conditions d'aménagement des stockages sont conformes aux dispositions de l'article 11.3. III du présent arrêté, en retenant un scénario portant sur l'incendie de chaque îlot ;
- lorsque les conditions d'aménagement ne sont pas conformes aux dispositions de l'article 11.3. III du présent arrêté, en retenant un scénario d'incendie généralisé à tous les îlots et autres stockages de liquides inflammables dans le champ de présente annexe, y compris en bâtiments, susceptibles d'être atteints par des effets dominos (seuil des effets thermiques 8kW/ m²).

II. Mesures à prendre

A. Lorsque l'étude précitée met en évidence, en cas d'incendie, des effets thermiques, supérieurs à 8 kW/ m² en dehors des limites de propriété du site et atteignant une zone faisant l'objet d'une occupation permanente, l'exploitant en informe le Préfet en précisant les mesures qu'il envisage et l'échéancier de mise en œuvre. Il prend, dans les trois années qui suivent l'échéance de remise de l'étude, les mesures permettant que les effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/ m² soient contenus dans les limites du site ou des zones ne faisant l'objet d'aucune occupation permanente au moyen, si nécessaire, de la diminution et réorganisation des stockages, la mise en place d'un dispositif séparatif EI120, la mise en place d'un dispositif de refroidissement ou de tout autre moyen de fiabilité et d'efficacité équivalentes pour réduire les effets thermiques. S'il existe, le dispositif de refroidissement, est un dispositif fixe, dont le déclenchement est asservi à la détection automatique d'incendie, et faisant l'objet de tests périodiques renouvelés au moins une fois par mois. Toutefois, lorsque la zone considérée est incluse dans le périmètre d'installations classées pour la protection de l'environnement et tant qu'un arrêté préfectoral permet de s'assurer de l'absence d'occupation permanente dans la zone, ces dispositions ne sont pas applicables.

Constats :

L'exploitant a présenté l'étude de dangers du site en date du 6 mai 2015. Les effets thermiques d'un feu de nappe avaient été modélisés depuis les rétentions des parcs de stockage D et J et affichaient des distances d'effet supérieures à 8kW/m² (SELS) en dehors des limites de propriété, en l'absence de protection thermique.

L'exploitant a précisé que sur la base de cette étude, il a limité la surface de stockage sur le parc D en divisant la rétention et en stockant des matières inflammables et combustibles uniquement à l'opposé des limites de propriété. Sur le parc J, le mur du nouveau hall (parc J') abritant les broyeurs et les mélangeurs, en limite de propriété, serait coupe-feu 2 heures. Ces dispositions permettraient ainsi de répondre à la prescription de l'annexe XI de l'arrêté ministériel du 1er juin 2015.

Sur le terrain, il a effectivement été observé la séparation du parc D en deux parties et le mur séparatif du hall J'. L'exploitant a aussi présenté un justificatif que ce mur était constitué d'une structure remise à neuf et d'un bardage en panneaux sandwich avec une âme en laine de roche EI120.

Dans l'étude de dangers du 6 mai 2015 transmise après la visite d'inspection, il est écrit à la page 19 :

<p>« Afin de réduire les risques liés à ses stockages de liquides inflammables, la société LAGUERRE propose donc la mise en place des mesures de protection suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - mise en place de protections thermiques en limites de propriété Nord et Ouest du Parc D ; - mise en place de protections thermiques en limite de propriété Sud du Parc J, ainsi qu'à l'Est, au niveau de la façade du bâtiment J' ou en limite de propriété ». <p>D'après les modélisations, ces mesures permettraient de contenir les effets thermiques 8kW/m² sur le site.</p> <p>Les dispositions mises en oeuvre par l'exploitant diffèrent donc de celles modélisées et identifiées dans l'étude de dangers, soit l'absence de protections thermiques sur le parc D et de protection thermique au sud du parc J.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dans un délai de six mois, il est demandé à l'exploitant de mettre à jour et de transmettre les modélisations de l'étude de dangers mises à jour a minima pour les parcs D et J/J' en considérant les dispositions techniques mises en oeuvre à ce jour. Cette mise à jour pourra être présentée en même temps que le dossier de porter à connaissance mentionné ci-dessus.</p> <p>Si les nouvelles modélisations mettent en évidence, en cas d'incendie, des effets thermiques, supérieurs à 8 kW/ m² en dehors des limites de propriété du site <u>et</u> atteignant une zone faisant l'objet d'une occupation permanente, l'exploitant précisera les mesures complémentaires qu'il envisage de mettre en place et l'échéancier de leur mise en oeuvre (délai réglementaire au plus tard le 1^{er} janvier 2027).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 6 : Moyens de défense incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2022, article 5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Equipement et moyens en émulseurs</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation dispose des réserves minimales suivantes d'émulseurs adaptés aux liquides inflammables et combustibles stockés sur le site :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 2000 L d'émulseur SFPM 3/3 à 3 % à la société Ecopol, de classe de performance IB • 800 L d'émulseur à 6 % • Sous 6 mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral, l'exploitant disposera uniquement de l'émulseur de classe I utilisable à une concentration de 3% afin d'éviter tout risque d'erreur pour les intervenants (3% étant la concentration de l'émulseur utilisé par les moyens du Sdis 76). <p>Les réseaux, les réserves en eau ou en émulseurs et les équipements hydrauliques disposent de raccords permettant la connexion des moyens de secours publics.</p>
<p>Constats :</p>

L'exploitant a fait l'acquisition d'un contenant type "IBC" de 1000 L d'émulseur 3 % en remplacement des 4 fûts de 200L d'émulseurs à 6 %.

Il dispose désormais de 3 IBC de 1000 L d'émulseur synthétique AR polyvalent sans fluor ECOPOL 3 %. La fiche de données de sécurité et la fiche technique du produit ont été transmises.

Il a été observé les 3 IBC d'émulseurs à l'entrée du site, côté ateliers afin qu'en situation accidentelle, le SDIS accède directement à ces réserves d'émulseurs. Les conteneurs étaient couverts d'une housse thermique protégeant chaque emballage IBC des intempéries.

Ces émulseurs n'appellent pas de remarque de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Interdiction à venir du PFOA (acide perfluorooctanoïque)

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants

Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie

Prescription contrôlée :

4 bis. Aux fins de la présente entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux concentrations en PFOA ou en l'un de ses sels inférieures ou égales à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) et aux concentrations en tout composé apparenté au PFOA ou en toute combinaison de tels composés inférieures ou égales à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des mousses anti-incendie destinées à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) déjà contenues dans des systèmes. Cette valeur limite s'applique jusqu'au [3 ans après la date d'entrée en vigueur du présent règlement].

4 ter. Aux fins de la présente entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à la somme des concentrations en PFOA, en sels de PFOA et en composés apparentés au PFOA inférieure ou égale à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des mousses anti-incendie sans fluor et provenant d'équipements de lutte contre l'incendie ayant fait l'objet d'un nettoyage selon les meilleures techniques disponibles.

6. Par dérogation, l'utilisation du PFOA, de ses sels et des composés apparentés au PFOA est autorisée, jusqu'au 3 décembre 2025, dans la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes:

- a) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour la formation;
- b) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus;
- c) à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets;
- d) les stocks de mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA sont gérés conformément aux dispositions de l'article 5.

<p>Constats :</p> <p>Les émulseurs contenus dans les 4 fûts de 200 L remplacés contenaient des PFOA.</p> <p>Il a été constaté que ces fûts étaient stockés à l'écart des émulseurs de substitution dans 3 fûts dans un local fermé près de l'entrée et dans 1 autre fût près d'un RIA dans le couloir menant à l'atelier principal. Ces fûts sont identifiés avec une étiquette rouge sur laquelle est inscrit « Présence de PFOA - à détruire ».</p> <p>L'exploitant est à la recherche d'un prestataire acceptant de les détruire.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dans un délai de quinze jours, il est demandé à l'exploitant de rassembler ces fûts au même endroit et de les placer sur une rétention individuelle, même si le site complet est sur rétention. Un épandage accidentel limiterait ainsi les volumes d'eau à traiter. Une photo des fûts sur rétention vaudra justificatif.</p> <p>Ensuite, il est demandé de transmettre les bordereaux d'élimination de déchets dangereux de ces émulseurs dès que possible.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 8 : Compartimentage de la rétention du parc extérieur D

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2022, article 7</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Répartition du stockage de liquides inflammables et combustibles</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le parc extérieur D contenant des récipients mobiles de liquides inflammables est compartimenté en deux zones de 300 m².</p> <p>Seule la zone de 300 m² située à l'opposé des limites de propriété, est autorisée à contenir des récipients mobiles de liquides inflammables et combustibles.</p>
<p>Constats :</p> <p>Au cours de la visite de terrain, il a été observé dans le parc extérieur D , des récipients mobiles de liquides inflammables dans la zone B non autorisée, proche de la limite de propriété, ce qui expose l'exploitant à une proposition de suites.</p> <p>Suite à la visite, l'exploitant a transmis le 28 juillet 2025 un plan d'actions et des photos illustrant qu'il a relocalisé tous les produits inflammables dans la zone A du parc D.</p> <p>Par ailleurs, des liquides dangereux pour l'environnement mais non inflammables ont été observés, stockés à l'arrière du bâtiment H dans une zone dont le niveau est plus bas que celui du site sur rétention. L'évacuation des eaux de pluie toutefois était fermée.</p> <p>L'exploitant a précisé qu'il était contraint par la place disponible sur site pour stocker ses produits et qu'un aménagement de la zone était prévu. Il a présenté un devis signé en date du 30 juin 2025 d'une entreprise de maçonnerie relatif à l'aménagement d'une cuvette de rétention dans la cour</p>

arrière du bâtiment H. Les travaux seraient réalisés au mois d'août 2025.

Il a aussi été observé pendant la visite de terrain un bidon avec une étiquette « white spirit » à proximité d'un chargeur de chariot élévateur.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai d'un mois, il est demandé à l'exploitant de justifier que les produits dangereux pour l'environnement à l'arrière du bâtiment H sont stockés sur rétention dont le volume permet de contenir au moins 50 % de la capacité globale des réservoirs et récipients associés ou 100 % de la capacité du plus grand réservoir.

Dans un délai de quinze jours, il est demandé à l'exploitant de vérifier qu'aucune matière inflammable ou combustible ne se trouve à proximité immédiate des postes de chargement de batteries et de prendre le cas échéant les actions correctives nécessaires .

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours